



HAL
open science

Infrastructures et construction de l'Europe nazie-fasciste

Léonard Laborie

► **To cite this version:**

Léonard Laborie. Infrastructures et construction de l'Europe nazie-fasciste : Bilan du projet ANR-DFG " Europtt " (2018-2021). Histoire, Europe et relations internationales, 2022, Modes et textiles en représentation, 1 (1), pp.217-222. halshs-03763629

HAL Id: halshs-03763629

<https://shs.hal.science/halshs-03763629>

Submitted on 29 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Ce texte est la version auteur de Léonard Laborie, « Infrastructures et construction de l'Europe nazie-fasciste. Bilan du projet ANR-DFG Europtt, 2018-2021 », Histoire, Relations Internationales, Europe, Cahiers Sirice – Pierre Renouvin, n°1, 2022.

Infrastructures et construction de l'Europe nazie-fasciste. Bilan du projet ANR-DFG « Europtt » (2018-2021)

Co-financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR-16-FRAL-0013) et la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*, le projet « Europtt » a réuni des spécialistes de l'histoire des techniques et de l'histoire de l'intégration européenne autour de la question de la gouvernance des infrastructures transnationales en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale. Après quatre années de travaux, il livre ses résultats.

La coopération en conflit

Division par trois du tarif des lettres internationales de plus d'un kilogramme, suppression des frais de transit pour les correspondances étrangères empruntant une ligne maritime pour atteindre leur destination, gratuité des échanges téléphoniques entre administrations partenaires : en ce mois de juin 1943 à Copenhague, les délégués d'une dizaine d'Etats s'entendent sur un programme de coopération postale en apparence trivial, presque comme si de rien n'était, alors que la guerre fait rage¹. Presque, car les consignes données par les organisateurs ne cessent malgré tout de rappeler aux participants le contexte très particulier de leurs négociations : les repas seront rationnés, il faudra se tenir prêts en cas d'attaque aérienne, le réseau télégraphique ne pourra être utilisé à des fins privés et les correspondances postales seront censurées -sauf pour les Allemands. Presque, aussi et surtout, parce que ces normes apparemment banales ne le sont en fait pas du tout. Les baisses de tarif sont ambitieuses et l'harmonisation sur l'ensemble des sujets traités très poussée, dans le droit fil des engagements pris par les fondateurs d'une organisation née à Vienne quelques mois plus tôt, en octobre 1942, l'*Europäischen Post- und Fernmeldeverein*, l'Union européenne des postes et des télécommunications.

Qu'est-ce que cette expérience de coopération administrative en temps de guerre nous apprend de l'histoire de l'Europe ? Quelle est cette organisation, comment fonctionne-t-elle, quels sont ses liens avec les projets d'organisation de la Nouvelle Europe promue par l'Axe ? A-t-elle des équivalents pour la gestion d'autres infrastructures comme les chemins de fer, la radiodiffusion ou les routes fluviales ? Qu'est-elle devenue à la fin de la guerre ? Son architecture, les acteurs qu'elle a rassemblés, les normes et symboles produites se sont-ils retrouvés dans la ou les constructions européennes de l'après-guerre ?

La mémoire officielle des organisations techniques internationales est sur ce sujet tout à fait oublieuse. La littérature secondaire ne donne pas davantage de réponse. Considérablement étoffée grâce aux travaux du réseau international *Tensions of Europe. Technology and the Making of Europe, 1850-2000*, elle propose à ce jour deux remarquables synthèses sur la « transition infrastructurelle » du continent depuis le 19^e siècle, par laquelle les économies et les sociétés se sont trouvées progressivement enchâssées dans des infrastructures nationales connectées les unes aux autres². Les périodes de guerre ouverte, et la Seconde Guerre mondiale en particulier, y sont traitées comme des phases de rupture des liens noués antérieurement, de désintégration en somme et de retournement des réseaux en instruments de conquête et de résistance. En revanche, les formes de continuité et de changement dans la coopération nécessaire pour maintenir et développer ces réseaux transnationaux n'y sont pas interrogées. Le projet « Europtt » a souhaité combler ce vide en enquêtant sur les réseaux de communication,

¹ Proschmann, Sabrina, "Creating the 'New Europe' through postal services – Setting postal standards during World War II", PhD. Diss., Heinrich-Heine-Universität Düsseldorf, Sorbonne Université 2022, p. 181-186.

² Högselius, Per / Kaijser, Arne / van der Vleuten, Erik: Europe's Infrastructure Transition. Economy, War, Nature, Basingstoke, Palgrave, 2016 ; Fickers, Andreas / Griset, Pascal : *Communicating Europe: Technologies, Information, Events*, Basingstoke, Palgrave, 2019.

Ce texte est la version auteur de Léonard Laborie, « Infrastructures et construction de l'Europe nazie-fasciste. Bilan du projet ANR-DFG Europtt, 2018-2021 », Histoire, Relations Internationales, Europe, Cahiers Sirice – Pierre Renouvin, n°1, 2022.

de transport et d'énergie dans l'Europe occupée et dominée par les forces de l'Axe à partir du printemps 1940. Il ne s'agissait pas tant d'examiner les grands projets plus ou moins fantasmatiques -comme le fameux train à larges voies qui devait relier Berlin et Kharkiv- que les organisations, systèmes, pratiques déjà en place.

Ce faisant, Europtt a rejoint un courant de recherche récent portant sur la dimension européenne de l'histoire des régimes fascistes et nazis. Alors que des travaux ont éclairé certains secteurs comme la culture³ ou la politique sociale⁴, et qu'un projet financé par l'ANR se lance sur le thème « Europe et fascisme italien : transnationalisme, circulations et réseaux (1922-1943) » (Jean-Paul Pellegrinetti), la synthèse récente de Georges-Henri Soutou présente de ce point de vue un intérêt tout particulier, explicitant l'un des enjeux fondamentaux : cesser de voir la période comme un simple négatif de l'Europe, comme une période de pure destruction de l'Europe, pour retrouver les projets de construction d'un espace européen organisé, voire intégré, potentiellement relié à des développements de plus long terme, antérieurs et postérieurs⁵. « On m'a souvent dit que mon livre serait dangereux » confesse l'auteur⁶, faisant allusion à l'instrumentalisation par certains souverainistes des continuités institutionnelles, personnelles, normatives ou discursives qui pourraient être relevées entre la guerre et l'après-guerre, permettant de disqualifier l'Union européenne à bon compte. C'est tout le mérite de l'auteur d'avoir montré que ces raccourcis étaient inexacts, sans renoncer à faire toucher du doigt ce qu'il appelle « la viscosité de l'histoire »⁷.

Les spécificités de l'Union européenne des postes et des télécommunications

Pour appréhender la co-construction pendant la guerre des infrastructures et d'une Europe nazie-fasciste, le projet « Europtt » a recruté deux doctorantes, qui ont exploré en détail les origines, activités et traces de l'Union européenne des postes et des télécommunications : l'une pour les affaires postales (Sabrina Proschmann), l'autre pour les télécommunications (Valentine Aldebert). À elles seules, elles ont visité 17 centres d'archives répartis dans 10 pays. Les autres membres (Pascal Griset, Christian Henrich-Franke, Martial Libera, Guido Thiemeyer et moi-même) ont travaillé sur des trajectoires biographiques et d'autres secteurs, pour produire en sus des deux thèses, un ouvrage par ailleurs enrichi de perspectives complémentaires grâce à la contribution de collègues extérieurs⁸.

De ces travaux, ressort d'abord la singularité de l'Union européenne des postes et des télécommunications. Cette organisation est en effet sans équivalent dans les autres secteurs. Créée presque à contretemps, c'est-à-dire plus d'un an après l'attaque de l'URSS en juin 1941, quand le thème de l'Europe nouvelle n'avait guère plus de consistance que propagandiste, elle est le produit d'une action déterminée de la part du ministère allemand des Postes (Wilhelm Ohnesorge, Friedrich Risch), engagée dès la fin du printemps 1940, quand l'Allemagne se

³ Martin, Benjamin, *The Nazi-Fascist New Order for European Culture*, Cambridge, Harvard University Press, 2016.

⁴ Kott, Sandrine/ Patel, Kiran (eds.), *Nazism Across Borders: The Social Policies of the Third Reich and Their Global Appeal*, Oxford, Oxford University Press, 2018. Voir aussi : Bauerkämper, Arnd / Rossolinski-Liebe, Grzegorz (eds.): *Fascism without borders. Transnational connections and cooperation between movements and regimes in Europe from 1918 to 1945*, New York, Berghahn Books, 2017 et Herren, Madeleine, "Fascist Internationalism" in Sluga, Glenda / Clavin, Patricia (eds.): *Internationalisms. A Twentieth-Century History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

⁵ Soutou, Georges-Henri : *Europa ! Les projets européens de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste*, Paris, Tallandier, 2021. Voir aussi Wolfram / Patel, Kiran (ed.): "Continuity and Change in European Cooperation during the Twentieth Century", special issue, *Contemporary European History*, 27/2, 2018.

⁶ Soutou, *Europa !*, op. cit., p. 18.

⁷ *Idem*, p. 453.

⁸ Henrich-Franke, Christian / Laborie, Léonard / Thiemeyer Guido (eds.): *Cooperation in Conflict: Crossborder infrastructure governance in Europe facing the Second World War*, Nomos 2022 (à paraître).

Ce texte est la version auteur de Léonard Laborie, « Infrastructures et construction de l'Europe nazie-fasciste. Bilan du projet ANR-DFG Europtt, 2018-2021 », Histoire, Relations Internationales, Europe, Cahiers Sirice – Pierre Renouvin, n°1, 2022.

trouve soudainement maîtriser un vaste espace continental et pense avoir rapidement raison de la Grande-Bretagne. La polycratie et les conceptions vagues du régime nazi sur la Nouvelle Europe permettent à cette initiative de voir le jour, dans la mesure où elle est conforme avec l'idée de base selon laquelle cette Europe doit être allemande. Mobilisant une tradition de gouvernance des réseaux transnationaux qui se dit apolitique, répondant à un besoin des techniciens dont les instances de coopération ont cessé de fonctionner avec la guerre, et reprenant de fait une idée déjà très débattue dans les années 1930 -créer une Union des PTT à l'échelle de l'Europe centrale, voire de l'Europe entière-, l'Union conforte en effet surtout l'hégémonie allemande conquise par la force. Elle prépare à plus long terme une révision de l'ordre mondial des communications (Union postale universelle, Union internationale des télécommunications). Quelques traits relatifs au congrès fondateur sont révélateurs : il a lieu dans le palais des Rothschild, expropriés en 1938, où était jusqu'alors installé Adolf Eichmann et l'Office central pour l'émigration juive ; un service de la SS acclame les deux ministres allemand et italien à leur arrivée ; Hitler soutient l'initiative en amont et télégraphie ses encouragements aux participants. Dans cette Union ni purement politique ni purement technique, le décorum et les procédures sont certes les mêmes qu'avant-guerre, mais la monnaie de référence (reichsmark), les langues officielles (allemand, et italien à la demande finalement satisfaite du ministère italien des Affaires étrangères), les standards retenus (calqués sur eux en vigueur au sein du Reich) ainsi que le climat général des échanges entre experts ont changé.



Figure 1 : Carte postale et timbres spéciaux édités à l'occasion du congrès postal européen, Vienne, octobre 1942. Les taxes additionnelles abondent les *Kulturfonds* à l'usage discrétionnaire de Hitler. Le timbre est l'œuvre d'Erich Meerwald, tous droits réservés ; reproduit avec l'autorisation du ministère fédéral allemand des finances. Trois autres administrations postales ont commémoré l'événement à travers l'édition de timbres (Norvège, Slovaquie, Pays-Bas)⁹.

Créée non pas en dépit mais à cause de la guerre, l'Union est au service d'une Europe unie sous direction allemande. Dans le même temps, l'absence de projet clair pour l'organisation politique de l'Europe freine l'expansion de la nouvelle Union, qui hésite et n'intègre finalement pas les pays administrés militairement que sont la France, la Belgique, la Serbie ou la Grèce. L'administration française n'en signe pas moins un accord bilatéral en août 1944 avec son homologue allemande, conçu comme un premier pas vers son adhésion¹⁰. Dans l'ensemble, les 12 pays qui participent à l'Union aux côtés de l'Allemagne n'ont certes pas une autonomie complète, mais peuvent y trouver leur compte. Souvent convaincus de s'investir par le thème

⁹ Proschmann, "Creating the 'New Europe' through postal services", p. 160-169.

¹⁰ Idem, p. 193.

Ce texte est la version auteur de Léonard Laborie, « Infrastructures et construction de l'Europe nazie-fasciste. Bilan du projet ANR-DFG Europtt, 2018-2021 », Histoire, Relations Internationales, Europe, Cahiers Sirice – Pierre Renouvin, n°1, 2022.

de la lutte antibolchévique, qui donne du poids et de l'allant aux mouvances les plus collaborationnistes dans l'Europe occupée, les autorités de ces pays peuvent par ailleurs y voir une forme de reconnaissance politique¹¹. Quand la coopération technique devient collaboration politique : c'est un moment de bascule difficile, et peut-être impossible à déterminer, en tout cas c'est une question qui interroge aussi bien les interlocuteurs des autorités allemandes que les gouvernements en exil à Londres. Ils apparaissent à la fois divisés (entre experts et entre experts et diplomates), et agissants (ils disposent d'une agentivité, ils font leur calcul et, sous très forte contrainte, font des choix).

Loin d'avoir été une coquille vide, l'organisation est restée active en dépit des revers militaires de l'Axe. Elle disparaît en revanche avec sa défaite, et avec elle la plupart des régulations tarifaires mises en place¹². Après 1945, l'Union représente autant un repoussoir effacé des mémoires qu'un pont pour les experts et les projets oeuvrant à la mise en réseau du continent. Quelques experts postaux participants aux travaux de l'Union du temps de guerre participent, côté allemand (Friedrich Reiss), danois (Kristjan J. Jensen) ou finlandais (Simbri Ahola), aux négociations débouchant sur la mise en place à la fin des années 1950 d'une nouvelle structure en Europe de l'Ouest, la Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications¹³. Si les membres, les techniques et les enjeux n'ont presque pas changé, le pacte fondateur n'est plus le même : l'objectif est le consensus, et non plus l'imposition des normes allemandes.

Dans les autres secteurs, l'examen des institutions, normes, acteurs et discours laisse entrevoir une grande variété de cas de figure. Pour ce qui est des institutions, la situation varie entre mise en sommeil (ex. : Union internationale des chemins de fer) et mise sous contrôle (ex. : Union internationale de radiodiffusion). Dans tous les cas cependant, la guerre n'est jamais une parenthèse. Pour les institutions comme pour les acteurs et les normes, elle représente plutôt un pivot dans l'histoire longue de leur gouvernance internationale, soit qu'elle marque la fin d'un « régime » soit qu'elle en initie un nouveau. Sur le plan humain, il semble que plus la matière à traiter est technique, plus le degré d'expertise nécessaire est élevé, plus la probabilité de traverser les époques pour les experts est élevée, du moins en Europe de l'Ouest, les trajectoires dans les pays agrégés après-guerre au bloc socialiste étant plus heurtées. S'agissant des discours enfin, soulignons avec Claire Aslangul-Rallo l'importance du thème des réseaux transnationaux couplé à celui de la supériorité technique allemande dans la propagande nazie sur la période, qui permet de dépolitiser ou « neutraliser » ce qui est d'abord et avant tout un projet de domination et d'exploitation¹⁴. Il est clair de ces différents points de vue que l'Europe nazie n'est pas la source cachée de la construction européenne. D'un côté, l'UEPT et les autres secteurs fonctionnent largement dans le prolongement des structures et projets d'avant-guerre ; de l'autre, les institutions et les normes mises en œuvre au lendemain de la guerre, certes par des acteurs qui étaient parfois là pendant, n'ont, dans leurs sous-jacents politiques, plus rien à voir.

¹¹ Durand, Yves: *Le nouvel ordre européen nazi. La collaboration politique dans l'Europe allemande, 1938-1945*, Bruxelles, Complexe, 1990.

¹² Aldebert, Valentine / Proschmann, Sabrina « 1945. Fin de l'Union européenne... des Postes et Télécommunications » in Bledniak, Sonia / Matamoros, Isabelle / Virgili, Fabrice et al. (coord.) : *Chroniques de l'Europe*, Paris, CNRS, 2022.

¹³ Proschmann, "Creating the 'New Europe' through postal services", p. 225-227.

¹⁴ Aslangul-Rallo, Claire, "Prosperity and Identity: European Networks in Signal Magazine. An Argument Used to Promote the Nazi Project for the Continent's Unification" in Henrich-Franke, Christian / Laborie, Léonard / Thiemeyer Guido (eds.): *Cooperation in Conflict: Crossborder infrastructure governance in Europe facing the Second World War*, Nomos, 2022 (à paraître).